

**Maître de l'ouvrage / Pouvoir adjudicateur :**

**LE NID  
26 Boulevard du 21<sup>ème</sup> RA - 54000 NANCY**

**Lieux des Travaux**

**ZAC Bianca Maria – 54500 Vandoeuvre les Nancy**

**Nature des Travaux**

**Travaux de construction de 16 + 6 logements**

***LOT N°.... : .....***

**Date du Marché**

**Montant du marché**

**Euros HT**

**Imputation**

**ACTE D'ENGAGEMENT  
N°**

**Consultation passée par procédure adaptée suivant les dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pris en application de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015**

**Maîtrise d'œuvre : ARCHILOR – 61 rue Saint Mihiel – 55000 COMMERCY**

**ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT**

**Je soussigné,**

Représentant l'entreprise

Domiciliée

Inscrite au Registre du Commerce de

Sous le Numéro \_\_\_\_\_ le

N° Immatriculation SIRET

Code APE

**- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés ;**

**- Après avoir certifié en outre sur l'honneur que le travail sera réalisé au regard des articles L3243-1 / L 3243-2 et L 1221-10 / L1221 -13 / L 1221-15 du Code du Travail (ou règles d'effet équivalent pour les candidats étrangers).**

**AFFIRME** sous peine de résiliation de plein droit du marché, qu'aucune des personnes physiques ou morales pour lesquelles j'interviens ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015

**M'ENGAGE** à exécuter sans réserve les prestations, conformément aux clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières, ainsi que par les documents qui y sont mentionnés, aux conditions particulières définies ci-après qui constituent l'offre.

**L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée**

dans un délai de

**Cent vingt (120) jours**

**à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation (RC).**

**ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT**

**Je soussigné,**

Représentant la Société

Domiciliée

Inscrite au Registre du Commerce de

Sous le Numéro

N° Immatriculation SIRET

Code APE

**- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés ;**

**- Après avoir certifié en outre sur l'honneur que le travail sera réalisé au regard des articles L3243-1 / L 3243-2 et L 1221-10 / L1221 -13 / L 1221-15 du Code du Travail (ou règles d'effet équivalent pour les candidats étrangers).**

**AFFIRME** sous peine de résiliation de plein droit du marché, qu'aucune des personnes physiques ou morales pour lesquelles j'interviens ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015

**M'ENGAGE** à exécuter sans réserve les prestations, conformément aux clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières, ainsi que par les documents qui y sont mentionnés, aux conditions particulières définies ci-après qui constituent l'offre.

**L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée**

dans un délai de

**Cent vingt (120) jours**

**à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation (RC).**

**ARTICLE PREMIER. CONTRACTANTS**

Nous soussignés,

M.

M.

**- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés ;**

**- Après avoir certifié en outre sur l'honneur que le travail sera réalisé au regard des articles L3243-1 / L 3243-2 et L 1221-10 / L1221 -13 / L 1221-15 du Code du Travail (ou règles d'effet équivalent pour les candidats étrangers).**

**AFFIRMONS** sous peine de résiliation de plein droit du marché, qu'aucune des personnes physiques ou morales pour lesquelles nous intervenons ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015

**NOUS ENGAGEONS** à exécuter sans réserve les prestations, conformément aux clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières, ainsi que par les documents qui y sont mentionnés, aux conditions particulières définies ci-après qui constituent l'offre.

**Les offres ainsi présentées ne nous lient toutefois que si leur acceptation nous est notifiée**

dans un délai de

**Cent vingt (120) jours**

**a compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation (RC)**

**L'entreprise , est le mandataire des**

**Entreprises groupées**  **solidaires**  
 **conjointes**

**En cas de groupements d'entreprises conjointes, le mandataire devra impérativement fournir, avec cet acte d'engagement dans une annexe 1, la répartition des prestations incombant à chaque entreprise composant le groupement ; à défaut, l'offre sera considérée comme incomplète et rejetée.**

## **ARTICLE II PRIX**

Prix global forfaitaire ferme et non actualisable et ni révisable.

Les modalités de délais de règlement sont fixées au CCAP.

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire égal à :

MONTANT HT	€ HT
TVA (20%)	€ HT
MONTANT TTC	€ HT

Les documents constitutifs du marché sont énumérés dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières

Délai d'exécution : 15 mois y compris une période de préparation de 1 mois.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas donner suite à la présente consultation pour des motifs d'intérêt général. Cette décision pourra porter sur un, plusieurs ou l'intégralité des lots mis en concurrence. L'abandon de la procédure pour un motif d'intérêt général ne donne pas lieu à indemnisation des candidats.

### **Variante libres :**

**Si elles le souhaitent, les entreprises candidates ont possibilité de proposer, à leur propre initiative, des variantes libres.**

En effet, si elles le souhaitent, les entreprises candidates peuvent présenter une offre comportant des variantes par rapports aux spécifications du dossier de la consultation. L'objectif de ces variantes est d'obtenir des performances équivalentes ou supérieures aux prescriptions définies.

Les incidences éventuelles sur les autres lots doivent être prises en compte. Ces variantes ne doivent pas engendrer de plus-value sur les autres lots qui ne soient pas compensées par des économies par ailleurs, ni aboutir à des impossibilités techniques. Les solutions proposées en variantes seront détaillées (descriptions et coûts) et les performances justifiées.

Le Nid se réserve la possibilité de retenir une ou plusieurs variantes proposées.

Les variantes libres peuvent porter sur les aspects techniques, administratifs et financiers du dossier.

Les variantes libres doivent être déposées avec l'offre de base, sous peine d'être rejetées



**ARTICLE III CONDITIONS A REMPLIR EN CAS DE SOUS TRAITANCE, CO-TRAITANCE OU ENTREPRISE GENERALE**

Les conditions de recours à la sous traitance sont définis aux articles 1.3 et 3.5 du C.C.A.P.

Le montant total des prestations que  j'envisage de sous-traiter est de :  
 nous envisageons

\_\_\_\_\_ € (en lettres) (\_\_\_\_\_) € soit  
\_\_\_\_\_ % du marché.

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que  
 j'envisage  
 nous envisageons  
de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir présenté un dossier d'agrément à la personne responsable du marché ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au maximal, non révisable ni actualisable, de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

<b>Nature de la prestation</b>	<b>Montant de la prestation (T.V.A. incluse)</b>
	<b>Total : -</b>

## ACTE D'ENGAGEMENT

- 1/ J'atteste que l'entreprise pour laquelle j'interviens est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
  
- 2/ J'atteste que l'entreprise pour laquelle j'interviens fera réaliser le travail avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 3243/1 et L3243-2- L1221-10, L1221-13 et L1221-15 du Code du Travail, et qu'elle s'est acquitté des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du Travail.
  
- 3/ J'atteste sur l'honneur que je n'ai pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions sises aux articles L8221-1 du Code du Travail, l'entreprise pour laquelle j'interviens est à jour de l'obligation fixée à l'article L8221-1, L8221-3 et L8221-5, L8251-1, L8231-1 et L8241-1 du Code du Travail.
  
- 4/ J'atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1
  
- 5/ J'atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts
  
- 6/ J'atteste ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce
  
- 7/ J'atteste ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L. 625-2 du code de commerce, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger et j'atteste ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre l'activité de mon entreprise pendant la durée prévisible d'exécution du marché
  
- 8/ Mon offre me lie pour la durée de validité des offres soit : **120 Jours.**
  
- 9/ Origine des fournitures :  Pays de l'Union Européenne       Autre

Fait en un seul original

A \_\_\_\_\_, le

(Mention manuscrite "LU et APPROUVE)

Nom et qualité du signataire



## **PARTIE RESERVEE AU MAITRE D'OUVRAGE**

**Opération : EDEN - Travaux de construction de 16 + 6 logements – ZAC Bianca Maria – 54500 Vandoeuvre les Nancy**

**Lot n° :**

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement :

**Total HT = .....€**

Le présent acte d'engagement comporte :

A NANCY, le  
Claudine RENAUDIN

Directrice Générale

**ANNEXE N°1 : REPARTITION GEOGRAPHIQUE OU TECHNIQUE DES PRESTATIONS EN  
CAS DE GROUPEMENT D'ENTREPRISES**

***1/ Membre (entreprise) :***

Répartition :

***2/ Membre (entreprise) :***

Répartition :

***3/ Membre (entreprise) :***

Répartition :

***4/ Membre (entreprise) :***

Répartition :

***5/ Membre (entreprise) :***

Répartition :